

Questions orales

● (1440)

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Dès son retour de Tokyo, il s'attaquera à cette mesure.

M. l'Orateur: La présidence accorde la parole au député de Saint-Jean-Est pour une dernière question supplémentaire sur le présent sujet à l'étude, puis ce sera le tour du député de Calgary-Nord qui a une question supplémentaire à poser sur le sujet précédent.

LA POLITIQUE DE RESSERREMENT MONÉTAIRE—LES CONSULTATIONS QUANT AUX RÉPERCUSSIONS SUR LES PROGRAMMES DU MEER

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné que les taux d'intérêt élevés et la politique de resserrement monétaire adoptée actuellement par le gouvernement vont à l'encontre de la politique gouvernementale relative au ministère de l'Expansion économique régionale, puis-je demander au ministre s'il y a eu des consultations entre lui-même, le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque du Canada avant que ce dernier ne lance sa politique de resserrement monétaire?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, des consultations ont lieu constamment entre moi-même et le ministre des Finances en ce qui concerne l'adoption de diverses mesures en vue d'aider les régions de croissance lente du pays.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

NOUVELLE-ÉCOSSE—LES PROJETS ENVISAGÉS À LA SUITE DE LA DÉMISSION DU MINISTRE PROVINCIAL

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné les sentiments de frustration de plus en plus marqués dans le domaine de l'expansion régionale, comme l'illustre fort bien la démission de M. Fiske, ministre de l'Expansion de la province de la Nouvelle-Écosse, qui a déclaré que l'une des raisons de sa démission était le travail accompli par le ministère de l'Expansion économique régionale, le ministre a-t-il l'intention d'annoncer de nouvelles mesures, notamment de faire appel au Conseil de développement de la région atlantique afin de régler ces problèmes de plus en plus nombreux?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je ne peux évidemment pas accepter la prémisse de la question; par ailleurs les raisons qui motivent les ministres provinciaux à démissionner ne me concernent absolument pas. Toutefois, en ce qui a trait à la dernière partie de la question, la chose est certes possible. Le député sait assurément que j'ai pris rendez-vous avec le nouveau président du Conseil de développement de l'Atlantique et que je lui ai demandé quel était à son avis le domaine de discussion le plus

[M. Nystrom.]

intéressant. Je devrais ajouter que d'ici quelques jours, au cours de la semaine, je rencontrerai le Conseil des premiers ministres des Maritimes à propos du même problème.

L'ACTIVITÉ DE LA METROPOLITAN AREA GROWTH INVESTMENT LIMITED

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. J'aimerais demander au ministre si la Metropolitan Area Growth Investment Limited, société mixte fédérale-provinciale de la Couronne, formée il y a quelques mois, est maintenant en pleine activité, si tous ses directeurs sont en place et au travail? Si oui, pouvons-nous nous attendre à un rapport sur l'état de leurs travaux?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, il y a présentement un conseil d'administration intérimaire. Nous avons présenté nos recommandations au gouvernement de la Nouvelle-Écosse en ce qui concerne le directeur général. Il s'agit maintenant que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse nous fasse savoir s'il est prêt à accepter notre candidat car ceci doit être réglé dans le cadre d'une entente fédérale-provinciale.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LE VÉTO PROBABLE DU QUÉBEC QUANT À L'AMÉNAGEMENT D'UN PIPE-LINE TORONTO-MONTRÉAL ET LE BLOCAGE DU PRIX DU PÉTROLE BRUT

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, au sujet de la politique énoncée par le ministre à l'intention du député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles. Si le pipe-line que l'on déclare vouloir prolonger jusqu'à Montréal n'est pas construit parce qu'une province y appose son veto, est-ce que le plafond des prix du pétrole brut demeurera inchangé, que le projet se réalise ou non?

L'hon. Donald C. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, l'hypothèse du député est fautive. Nous avons dit que nous aurions des entretiens avec les provinces et j'aurai effectivement des entretiens avec les deux provinces en question au cours des prochains jours. La décision demeure en principe en faveur d'un embranchement jusqu'à Montréal. Par conséquent, la deuxième partie de la question ne s'applique pas.

M. Woolliams: Le ministre va-t-il expliquer cela bien clairement lors de ses entretiens avec les ministres de l'Alberta et du Québec, bien entendu, provinces qu'il n'a pas consultées avant la déclaration de mardi de la semaine dernière? D'après les organes nationaux d'information, le Québec a bien mis son veto à ce projet.

M. Macdonald (Rosedale): Je regrette, monsieur l'Orateur, je n'ai pas bien saisi les propos du député. Que voudrait-il que j'explique clairement?

M. l'Orateur: La parole est au député de Regina-Lake Centre.